



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

**Maintenance des équipements et systèmes de distribution
des fluides médicaux pour les établissements
du GHT Léman Mont-Blanc**

Centre Hospitalier Alpes Léman
Etablissement support du GHT Léman - Mont-Blanc
558 route de Findrol
BP 20500
74130 CONTAMINE SUR ARVE

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ.....	3
2. PERIMETRE DU MARCHÉ	3
3 DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS.....	4
3.1. GENERALITES.....	4
3.2.QUALIFICATIONS ET APTITUDES EXIGÉES	4
3.3.RECONNAISSANCE DES LIEUX.....	5
3.4.PERSONNELS D'INTERVENTION.....	5
3.5.RESPONSABILITE	5
3.6.DEVOIR DE CONSEIL.....	6
3.7.SECURITE ET HYGIENE.....	6
3.8.TRAITEMENT DES DECHETS	7
3.9.NUISANCES.....	7
3.10 SITES CONCERNES	7
3.11 FORMATION / INFORMATION DU PERSONNEL	8
3.12 PRESTATIONS ASSURÉES.....	8
3.13 DEVELOPPEMENT DURABLE	9
3.14 MAINTENANCE PREVENTIVE	9
3.15 MAINTENANCE CORRECTIVE	10
3.16 ASSISTANCE TECHNIQUE AUX DEPANNAGES.....	11
3.17 CONSOMMABLES ET PIÉCES DETACHÉES	11
3.18 GARANTIE.....	12
3.19 SUIVI DES PRESTATIONS	12
4 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU LOT N°1	14
4.1 HOPITAUX DU LEMAN.....	14
4.2 HOPITAUX DU PAYS DU MONT-BLANC	15
4.3 HOPITAL DEPARTEMENTAL DUFRESNE SOMMEILLER	15
4.4 HOPITAL DEPARTEMENTAL DE REIGNIER.....	15
4.5 HOPITAL ANREVETAN	16
5 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU LOT N°2	16
LISTE DES ANNEXES.....	20

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières) définit les modalités d'exécution du présent marché qui a pour objet la maintenance des différentes installations des établissements du GHT Léman Mont-Blanc.

Les établissements du GHT Léman Mont-Blanc concernés par ce marché sont :

- Centre Hospitalier Alpes Léman (CHAL)
Centre hospitalier Alpes Léman - 558 route de Findrol – 74130 Contamine sur Arve
- Hôpitaux du Léman et ses sites annexes (HDL)
Hôpitaux du Léman - 3, avenue de la Dame – 74203 Thonon Les Bains cedex Cedex
EHPAD La Prairie – 3 avenue de la Dame – 74200 Thonon Les Bains
EHPAD La Lumière du Lac - 18 Bd Bel Air - 74200 Thonon Les Bains
EHPAD Les Verdannes – Route des Verdannes - 74500 – Evian Les Bains
- Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc et ses sites annexes (HPMB)
Centre Hospitalier de Sallanches - 380 Rue de l'hôpital - 74700 Sallanches
EHPAD Les Airelles – 195 Rte du Verney – 74700 Sallanches
Centre hospitalier de Chamonix - 509 Route des Pèlerins - 74400 Chamonix
EHPAD Hélène Couttet - 110 Chemin François Devouassoux - 74400 Chamonix
- Hôpital Départemental Dufresne Sommeiller (HDDS)
Hôpital Dufresne Sommeiller - 498 Route Dufresne Sommeiller - 74250 La Tour
- Hôpital Départemental de Reignier (HDR)
Hôpital Départemental de Reignier – 61 rue des Vents Blancs – 74930 Reignier-Esery
- Hôpital Andrevetan (HA)
Hôpital Andrevetan - 459 rue de la Patience - 74800 La Roche Sur Foron

2. PERIMETRE DU MARCHÉ

Le présent marché est décomposé en 2 lots :

Lot 1 : Maintenance des équipements de production, de secours et de distribution du vide à usage médical

Ce lot concerne les établissements suivants :

- Hôpitaux du Léman EHPAD (HDL)
- Hôpitaux du Pays Mont-Blanc et ses sites annexes (HPMB)
- Hôpital Départemental Dufresne Sommeiller (HDDS)
- Hôpital Départemental de Reignier (HDR)
- Hôpital Andrevetan (HA)

Lot 2 : Maintenance préventive, dépannage, et contrôles des installations de gaz médicaux SDGM (Systèmes de Distribution des Gaz Médicaux) et maintenance des équipements de production d'air médical

Ce lot concerne les établissements suivants :

- Centre Hospitalier Alpes Léman (CHAL)
- Hôpitaux du Léman et ses sites annexes (HDL)
- Hôpitaux du Pays Mont-Blanc et ses sites annexes (HPMB)
- Hôpital Départemental Dufresne Sommeiller (HDDS)
- Hôpital Départemental de Reignier (HDR)

- Hôpital Andrevetan (HA)

3 DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

3.1. GENERALITES

Certains gaz demandés relevant de l'octroi d'une autorisation de mise sur le marché, le titulaire devra justifier du statut d'établissement pharmaceutique.

L'oxygène médical en vrac, l'air médical et le protoxyde d'azote, doivent être conformes aux spécifications de la pharmacopée européenne.

Les gaz soumis à autorisation de mise sur le marché doivent répondre aux spécifications de l'AMM.

Les gaz médicaux sont des produits du domaine pharmaceutique, ils doivent donc être conformes à la réglementation en vigueur :

- au code de la Santé Publique
- à la pharmacopée, Française et Européenne,
- aux Normes Française, Européennes et Internationales
- aux spécifications techniques établies par le G.P.E.M.

L'ensemble des organes composants la production seront marqués « **CE médical** ».

Les fluides dispositifs médicaux doivent répondre à la réglementation européenne sur le marquage « CE ».

Le fournisseur doit indiquer dans son offre les moyens mis en œuvre pour garantir aux établissements ces conformités. Il sera tenu compte dans l'étude des offres de tout document présenté pouvant juger du système d'assurance qualité du prestataire et de sa capacité à livrer régulièrement en cas d'éloignement des sites de stockage du fournisseur.

Pour tous les gaz à usage médical, l'hôpital aura accès aux résultats d'analyse des lots, selon une procédure proposée par le fournisseur.

L'exécution du présent marché est soumise aux réglementations, normes et autres documents officiels de référence en vigueur applicables aux établissements publics de santé ainsi qu'aux préconisations et recommandations des constructeurs des matériels concernés.

Les quantités annuelles estimatives sont définies dans le présent CCTP et ses annexes, et dans les bordereaux des prix.

3.2.QUALIFICATIONS ET APTITUDES EXIGÉES

Le titulaire devra posséder les compétences et qualifications professionnelles correspondantes à l'objet de chacun des lots auxquels il sousmissionne. Le candidat devra fournir dans son offre les documents attestant de ses capacités techniques et professionnelles.

Les qualifications et attestations de compétence sont liées à l'attribution du marché et à la garantie des accords pris dans le cadre du présent marché. En cas de suspension ou d'annulation des dites qualifications ou de fausses déclarations ou attestations, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier les accords, sans possibilité de dédommagement du titulaire au-delà des seules prestations avancées et validées.

3.3.RECONNAISSANCE DES LIEUX

Afin de prendre en compte l'ensemble des contraintes fonctionnelles et environnementales des différents sites, **le candidat devra obligatoirement effectuer, préalablement à la remise de son offre, une visite de l'ensemble des lieux d'exécution des prestations dans les conditions fixées au règlement de consultation.**

En conséquence, le soumissionnaire est réputé, lors de la remise de son offre :

- Avoir une connaissance parfaite des matériels et techniques des marques qui constituent le parc,
- Avoir une connaissance parfaite des installations existantes, de leurs abords, des conditions d'accès et tous les éléments et locaux en relation directe ou indirecte avec l'exécution des prestations,
- Avoir, le cas échéant, questionné le GHT ou toute personne habilitée à transmettre des renseignements, de façon à obtenir les informations complémentaires aux prestations envisagées.

Préalablement à la remise des offres, le candidat aura réalisé un bilan du parc faisant l'objet de la prestation du marché et aura constaté l'état de celui-ci.

Le titulaire ne pourra se prévaloir postérieurement à la signature du marché, d'une connaissance insuffisante des sites et installations, ou d'éléments locaux, tels que moyens d'accès et de stockage, conditions particulières d'interventions (liées aux propres règles de chaque établissement), conditions climatiques, ou relations avec l'exécution des travaux, pour ne pas respecter ses obligations contractuelles.

3.4.PERSONNELS D'INTERVENTION

Les personnels d'intervention devront posséder les qualifications professionnelles et les habilitations requises pour l'exécution de l'ensemble des opérations définies au présent marché. Ils devront, en outre, avoir connaissance et une expérience éprouvée des techniques du domaine d'intervention du lot auquel il soumissionne et être apte à intervenir sur les équipements de plusieurs constructeurs.

Le prestataire devra fournir dans son offre, la liste nominative détaillée de toutes les personnes qui seront affectées à la réalisation des prestations objet du présent marché.

Les personnels devront être dotés de tenues professionnelles permettant l'identification de l'entreprise. Ils devront respecter le règlement intérieur de chaque établissement, notamment en ce qui concerne les déplacements et les consignes de sécurité en vigueur et d'une manière générale, concernant toutes les contraintes de service et d'exploitation des sites concernés.

Chaque établissement se réserve le droit de refuser tout intervenant dont les compétences professionnelles sont manifestement inadaptées ou dont l'attitude ou l'approche technique serait jugée préjudiciable à ses intérêts.

Le titulaire ne peut pas prétexter du fait de grève, maladie ou absence de son personnel pour ne pas respecter ses engagements contractuels.

3.5.RESPONSABILITE

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la nature et consistance des installations concernées par le présent marché.

Pendant toute la durée du marché le titulaire est responsable de l'ensemble des opérations liées à l'exécution des prestations :

- Mise en place balisage et signalisation des zones de travaux,
- Consignations des équipements,
- Ouverture/fermeture d'éventuels capotages,
- Manutentions,
- Transport et évacuation des déchets,

et de façon générale, toutes les sujétions nécessaires à la bonne exécution de ses prestations.

3.6.DEVOIR DE CONSEIL

En sa qualité de professionnel, il appartient au titulaire de fournir toute information, conseil et mise en garde nécessaire à la bonne exécution des prestations. A ce titre, le titulaire doit préconiser toutes les mesures d'amélioration de sécurité et signaler toutes les évolutions réglementaires et normatives.

Si les installations mises à disposition du titulaire venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le titulaire est tenu d'en informer par écrit et sans délai l'établissement concerné à qui il appartient d'en vérifier le bien-fondé et de prendre dans un délai raisonnable, les dispositions utiles en vue de leur mise en conformité si cela s'avère nécessaire. Pour ce faire, l'établissement pourra alors se faire assister par un organisme de contrôle agréé ou un bureau d'études technique spécialisé.

3.7.SECURITE EY HYGIENE

Le titulaire du présent contrat est tenu de prendre ou de faire prendre toutes les dispositions afin d'assurer l'hygiène, la santé et la sécurité des usagers et employés des différents établissements et de ses employés intervenants sur les installations des différents établissements.

Le titulaire est tenu d'informer le personnel intervenant sur les différents sites, du contenu des plans de prévention relatifs à chaque établissement.

Le titulaire emploie, sous sa seule responsabilité, des techniciens et agents formés, qualifiés et habilités ayant l'expérience requise pour la réalisation des prestations demandées, la mise en œuvre des méthodes de travail appropriées, et l'utilisation des machines et outils nécessaires à l'exécution du marché.

Il devra mettre à disposition de son personnel les machines, outillages et équipements spécifiques, les équipements de sécurité et EPI, et tous autres moyens qui seraient nécessaires aux interventions et s'assurer notamment que les équipements de sécurité et de protection sont en parfait état et effectivement utilisés.

Ces matériels devront être conformes aux normes et règlements en vigueur.

Il doit également procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel mis à la disposition de ses employés intervenant sur les installations des établissements hospitaliers.

Le titulaire doit exercer une surveillance continue de ses interventions afin d'éviter tout accident pouvant survenir à ses employés, aux personnes utilisatrices des installations ou aux personnes se trouvant à proximité des installations en cours de maintenance ou de travaux exécutés par le personnel prestataire.

3.8.TRAITEMENT DES DECHETS

Le titulaire est responsable du traitement des déchets issus ou liés à l'exécution du marché, qu'il a pour mission de collecter, de transporter en dehors des locaux et sites des établissements, et d'en assurer le retraitement ou l'élimination.

Pour ce faire, il mettra en œuvre les matériels nécessaires à la collecte et au transport des déchets en dehors des locaux et sites des établissements, et s'assurera de leur prise en charge dans les filières de traitement ou d'élimination appropriées ou spécialisées, conformément aux textes applicables en ce domaine et ce, notamment au regard des dispositions législatives et réglementaires relatives à la protection de l'environnement et au transport.

3.9.NUISANCES

Le titulaire tiendra compte dans son offre, de toutes les sujétions découlant des obligations réglementaires concernant les éventuelles nuisances : bruits des engins, ondes vibratiles, poussières, odeurs, horaires de travail, etc...

Le personnel prestataire devra tenir compte de tous les impératifs à respecter.

Compte tenu de l'environnement spécifique en site hospitalier, une attention particulière sera apportée aux bruits de chantier. Le titulaire devra veiller à ce que les bruits émis ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et le personnel prestataire aura à prendre toutes les dispositions utiles à ce sujet.

Dans le cas de bruits soutenus et maintenus qui pourraient entraîner une gêne difficilement supportable pour l'activité des services hospitaliers et leurs occupants, et plus particulièrement des services de soins, d'exams et de diagnostics, d'explorations fonctionnelles, d'imagerie, ou encore d'hébergement, il pourra être demandé au titulaire de mettre en œuvre des mesures appropriées ou moyens spécifiques, afin d'en réduire le niveau et les nuisances. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans le prix du marché.

3.10 SITES CONCERNES

Les sites des établissements concernés sont les suivants :

Le Centre Hospitalier Alpes Léman (CHAL) est situé au 558 Route de Findrol - 74 130 Contamine sur Arve.

L'installation de distribution des fluides à usage médical est pleinement fonctionnelle depuis 2012. Pour mémoire, le réseau et l'ensemble des prises ont été réceptionnés par le Pharmacien du fournisseur du réseau EIFFAGE/MESSER et par le pharmacien du CHAL en 2011.

Les sites des Hôpitaux du Pays du Mont-Blanc (HPMB) :

- Hôpital de Sallanches 380 rue de l'hôpital 74700 Sallanches (ERP type U 2ème catégorie)
- Hôpital de Chamonix 509 route des Pélérins 74400 Chamonix (ERP type U 4ème catégorie)
- EHPAD Les Airelles 195 route du Verney 74700 Sallanches (ERP type U 4ème catégorie)

Les sites des Hôpitaux du Léman (HDL) :

- Hôpital Georges Pianta 3 avenue de la Dame 74200 Thonon les bains (ERP type U 1ème catégorie)
- EHPAD La Prairie 11 chemin des Morillons 74200 Thonon les bains (ERP type U 4ème catégorie)

- EHPAD La Lumière du Lac 18 boulevard Bel Air 74200 Thonon les bains (ERP type U 4ème catégorie)
- EHPAD Les Verdannes Rue des Verdannes 74500 Evian les bains (ERP type U 4ème catégorie)

L'Hôpital Départemental Dufresne Sommeiller (HDDS) - 498 Route Dufresne Sommeiller - 74250 La Tour.

L'hôpital Départemental de Reignier (HDR) - 61 rue des Vents Blancs – 74930 Reignier-Esery
Entrée logistique/technique 360 rue de BERSAT.

L'Hôpital Andrevetan (HA) - 459 rue de la Patience - 74800 La Roche Sur Foron (ERP type U 3ème catégorie)

3.11 FORMATION / INFORMATION DU PERSONNEL

Le titulaire devra être en mesure d'assurer une information annuelle sur la manipulation et l'utilisation des gaz. Il décrira dans son mémoire technique le contenu de la formation proposée.

Cette prestation ne sera réalisée qu'à la demande de l'établissement et sera alors rémunérée selon le prix indiqué au bordereau des prix. Cette formation sera validée par une attestation nominative qui sera remise par le prestataire à chaque agent désigné dans chacun des établissements.

Il est précisé qu'il n'est pas attendu du titulaire de formation certifiante ou diplômante ni exigé qu'il soit organisme de formation.

Il s'agit uniquement d'une information spécialisée

3.12 PRESTATIONS ASSUREES

La proposition du candidat devra comporter un état des prestations qu'il est capable d'assurer concernant notamment :

- son infrastructure locale,
- l'assistante technique à l'hôpital,
- la formation qu'il est à même de proposer,
- toute action qu'il est à même de proposer pour améliorer la sécurité liée à l'utilisation des gaz à l'hôpital,
- l'optimisation des consommations (économiseurs de gaz, etc.),
- ses capacités de livraison et d'intervention, avec mentions des possibilités d'intervention hors périodes ouvrables,
- Suivi des consommations minimum 1 fois par an.

Si durant le marché, les titulaires disposent d'un nouveau produit susceptible d'intéresser les établissements de même nature et de même fonction que ceux constituant l'objet du présent marché, une modification pourra être apportée, afin d'intégrer le nouveau produit au marché sans que les titulaires puissent donner lieu à une quelconque modification du prix de base.

Le titulaire s'engage à effectuer les livraisons les jours ouvrés du lundi au vendredi inclus. Une procédure de sécurité devra être remise avec l'offre, pour les heures et jours non ouvrés (week-ends et jours fériés).

3.13 DEVELOPPEMENT DURABLE

Le marché devra s'inscrire dans une démarche de développement durable, notamment d'un point de vue technique :

- Proposer d'utiliser les matériels déjà en place lorsque c'est encore possible (selon le respect des normes réglementaire) ou bien étudier et proposer d'allonger leur durée de vie,
- Proposer des solutions et des matériels économes en énergie,
- Proposer des solutions permettant de réduire les pertes qui génèrent une surconsommation des fluides ou de l'énergie (tenue d'un tableau de bord semestriel à minima),
- Utiliser des produits de maintenance garantissant le minimum d'impact sur l'environnement,
- Assurer le tri des déchets produits.

3.14 MAINTENANCE PREVENTIVE

Le candidat indiquera obligatoirement lors de sa réponse, le détail des opérations qu'il réalisera pour chacun des lots lors de la visite de maintenance préventive, dans un document intitulé « gamme de maintenance ».

Il s'engage alors à réaliser l'ensemble des opérations indiquées. Cette liste constitue un minimum et ne saurait prévaloir le titulaire de toutes opérations ou interventions qu'il jugerait nécessaire au bon entretien des installations.

Le titulaire garantit la mise en œuvre des moyens nécessaires pour assurer les contrôles, les réglages, l'entretien courant et les petites réparations des installations dans l'objectif du maintien de la fiabilité et des performances des équipements.

En cas de dysfonctionnement des installations, consécutif à la maintenance préventive, les réparations et les frais de déplacement seront à la charge du titulaire.

Le prestataire devra effectuer les visites de maintenance préventive conformément à la gamme de maintenance qu'il a proposé.

Le nombre de visites à effectuer, par an, par le titulaire, est précisé pour chacun des lots dans les bordereaux des prix.

Le prestataire effectuera les opérations relatives à la maintenance préventive des installations du lundi au vendredi en jours et heures ouvrés.

Le prestataire soumettra à chaque établissement, avant la date prévue des opérations, un planning prévisionnel annuel d'interventions détaillé pour effectuer la maintenance préventive des équipements. Pour le CHAL, le planning prévisionnel sera établi par le technicien des services techniques de l'établissement.

A la fin de chacune de ses interventions de maintenance, le prestataire devra procéder en coordination avec les personnels techniques des établissements aux essais nécessaires pour valider le bon fonctionnement et qualifier les performances des installations et équipements.

La mise à jour des logiciels et autres interventions de dépannage ou de programmation sont incluses au forfait annuel de maintenance.

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires afin que la durée d'indisponibilité des équipements soit la plus courte possible de manière à entraîner le minimum de gêne dans le fonctionnement des établissements.

Les opérations de maintenance préventive seront effectuées sans interrompre le fonctionnement des services hospitaliers et seront organisées afin de permettre un retour éventuel à la situation initiale.

Forfait annuel :

Les prestations de maintenance préventive annuelle des installations seront rémunérées par un forfait basé sur les prix fournis dans le bordereau des prix en fonction du nombre de visites annuelles demandées.

Le forfait annuel comprend :

- Le nombre de visites annuelles demandé par chaque établissement
- Les frais de déplacement
- Les frais de main d'œuvre
- Les frais afférents aux vérifications, actions et mesures prévues
- Les frais afférents aux petits entretiens d'usage, consommables et petites fournitures selon préconisations constructeurs
- Les frais afférents au traitement des déchets.

Le titulaire doit joindre à son offre la liste détaillée des consommables et pièces détachées inclus dans le forfait de maintenance préventive.

3.15 MAINTENANCE CORRECTIVE

Les interventions de maintenance corrective ont pour objet la remise en fonctionnement durablement ou provisoirement des équipements à la suite d'une défaillance ou d'une dégradation en vue d'assurer la continuité de service.

Les opérations de maintenance corrective comprennent les dépannages, les mesures d'urgence à prendre afin d'assurer une continuité de service maximale de l'ensemble des sites après un incident ainsi que les réparations ou remplacements de matériels importants dans le cas où ceux-ci mettent en jeu la sécurité électrique des établissements. Ces prestations portent sur l'ensemble des équipements décrit en annexe.

Le titulaire doit connaître les procédures de dépannage et de réparation des équipements dont il a la charge. Le personnel intervenant doit être qualifié et équipé du matériel et de l'outillage lui permettant de réaliser les tâches qui lui incombent.

Lorsqu'un dépannage nécessite une remise en marche en mode dégradé en première urgence, l'intervenant doit proposer une action de maintenance corrective curative permettant de rétablir l'équipement dans l'état spécifié par le constructeur. Elle doit être engagée dans un délai rapide compatible avec les exigences de disponibilité et de sécurité électrique de chaque établissement. Le résultat d'une action curative doit présenter un caractère permanent.

En aucun cas, un dépannage ou une réparation ne pourra tenir lieu de visite d'entretien normal programmée dans le cadre du programme de maintenance préventive. Les interventions de dépannages ne sont pas considérées comme des événements justifiant le report des actions de maintenance préventive.

Le prix de la main d'œuvre, le prix du déplacement ainsi que le coefficient applicable aux prix des pièces seront indiqués par le candidat aux bordereaux des prix de chaque lot.

Délais d'intervention :

Le prestataire indiquera, pour chaque lot, dans son offre, sous quel délai maximum il s'engage à intervenir après notification d'une panne, par courrier électronique ou simple appel téléphonique.

Le candidat ne pourra pas proposer un délai d'intervention supérieur à 4 heures.

Le délai d'intervention est le temps qui s'écoule entre l'appel informant le titulaire d'une panne ou d'un défaut jusqu'au début de son intervention sur le site concerné. Le décompte du délai imparti au

titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant la période d'intervention définie par chaque établissement.

Délais de réparation :

Dans le cadre de la maintenance corrective, le titulaire indiquera, pour chaque lot, dans son offre, sous quel délai maximum, il s'engage à réparer les équipements des établissements, à compter de la réception des pièces détachées nécessaires.

Devis :

Les interventions de maintenance corrective seront gérées par bons de commande faisant suite à l'établissement d'un devis pour :

- Les dépannages ponctuels
- Le remplacement de composants, d'équipements, les fournitures diverses
- Les éventuelles remises en état identifiées lors des visites préventives.

Le devis sera établi en fonction des prix indiqués par le titulaire au bordereau des prix du lot concerné.

Le candidat fournira également lors de la remise de son offre, en plus du bordereau des prix complété, la liste des prix des pièces détachées les plus courantes et précisera la nature des pièces proposées (constructeur ou non).

Pour les autres pièces détachées qui ne figureraient pas sur cette liste, le candidat indiquera au bordereau des prix le coefficient applicable sur le prix des pièces détachées.

Les interventions dont l'urgence ne permettrait pas l'émission au préalable d'un devis, devront donner lieu à l'émission d'un compte-rendu d'intervention de régularisation dans un délai de 3 jours ouvrés, à compter de la date d'intervention.

3.16 ASSISTANCE TECHNIQUE AUX DEPANNAGES

Le titulaire précisera s'il dispose d'une permanence téléphonique permettant d'assurer une assistance technique aux dépannages 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours sur 365 sur simple appel téléphonique avec une organisation composée de techniciens et de responsables formés aux exigences de continuité de service.

Le rôle de cette permanence téléphonique est d'offrir l'assistance téléphonique d'un technicien d'astreinte, sous forme d'instructions ou de conseils en vue de diagnostiquer et de tenter de rétablir un défaut mineur mais également en cas de difficultés majeures et ne pouvant être résolues par cette permanence téléphonique, de déclencher une intervention sur site d'un ou de plusieurs techniciens.

La demande d'intervention se fera sur appel d'un numéro de téléphone unique et dédié, l'interlocuteur du titulaire devra être un correspondant technique ayant la compétence nécessaire pour les prestations et disponible à tout moment.

Le personnel susceptible d'intervenir sur les différents sites des établissements doit avoir une parfaite connaissance des installations. Ce personnel doit être autonome et doit disposer de tout l'outillage nécessaire pour assurer ses missions.

3.17 CONSOMMABLES ET PIECES DETACHEES

Le titulaire doit fournir tous les produits et consommables nécessaires à la bonne exécution des prestations définies dans le présent CCTP.

Le prestataire devra fournir avec son offre, la liste détaillée des consommables, pièces détachées et kits de maintenance inclus dans le forfait pour les opérations de maintenance préventive.

Le prestataire doit être capable d'assurer la disponibilité et la proximité des pièces d'origine neuves afin de garantir la bonne exécution du présent contrat en assurant le cas échéant une remise en service des installations dans les meilleurs délais.

Ces pièces devront être compatibles et d'un indice de fabrication égal ou supérieur à celui remplacé. Un certificat de conformité du constructeur pourra être demandé pour chaque composant remplacé.

Le titulaire devra disposer d'un stock d'équipements et de pièces détachées composé à minima des consommables de maintenance, des composants et pièces dits d'usures, et autres pièces d'usages courants. La constitution et le maintien du stock est de la responsabilité technique et financière du titulaire.

D'autre part, le titulaire s'engage à fournir, pour chaque installation ou équipement faisant l'objet du présent contrat, l'ensemble des pièces de rechange.

Dans le cas où le titulaire ne serait plus en mesure de fournir une pièce :

- Il devra en démontrer l'obsolescence ou la non-réparabilité (courrier constructeur validé par un tiers expert par exemple),
- Il proposera à l'établissement, la réalisation de travaux de remplacement, voire de modernisation (si cela se justifie techniquement ou économiquement). L'offre sera alors présentée sous forme de devis détaillé en prix et prestations.

3.18 GARANTIE

Les pièces détachées et les pièces de rechange fournies par le titulaire sont éligibles à compter du jour de leur mise en service, soit à la garantie légale de douze mois, soit à la garantie minimale accordée par le fabricant si celle-ci est supérieure.

A ce titre, les carnets de maintenance devront mentionner :

- La date de prise d'effet de la garantie ;
- Les caractéristiques du matériel : la marque, le type et le numéro de série,
- La localisation.

La garantie couvre les défauts de conception, de matière ou de fabrication des équipements. Le Titulaire remédie à ces défauts par la voie qu'il juge appropriée : réparation, modification ou remplacement.

Le titulaire prend à sa charge les frais de pièces et de main d'œuvre relatifs à l'exécution de son obligation de garantie.

3.19 SUIVI DES PRESTATIONS

Carnets de maintenance :

Conformément à la circulaire DHOS/E4 N°2006-393 du 8 septembre 2006, le prestataire devra établir et tenir à jour un carnet de maintenance pour chaque équipement dans lequel toutes les opérations maintenances préventives seront consignées.

Le carnet de maintenance devra comporter au minimum les informations suivantes :

- La description de l'installation, marque, type et référence du matériel installé,
- Le (les) nom(s) du (des) technicien(s) intervenant(s),
- La date et horaires d'intervention (arrivée/départ),
- La nature de chacune des visites ou interventions effectuées,
- La nature et le détail des contrôles, maintenances, tests et manœuvres opérés,
- Les résultats des relevés de contrôles, des mesures et essais effectués,

- Les changements de pièces effectués
- Les documents relatifs au retraitement des déchets et à leur traçabilité

Ainsi que toutes observations jugées utiles.

Les carnets de maintenance devront être actualisés dans un délai de huit jours maximum à compter de la date d'intervention.

Registre sécurité incendie :

Après chaque opération de maintenance, le titulaire devra signer le registre de sécurité incendie pour les opérations le nécessitant.

Bons d'intervention :

Pour chacune des interventions de maintenance préventive ou corrective sur un équipement, le titulaire doit remettre à l'établissement concerné un bon d'intervention qui devra comporter :

- La date et l'heure d'intervention,
- Le nom des intervenants
- Les références du site,
- Les références de l'installation
- Le repérage des équipements
- La désignation et la nature de l'intervention
- Les tâches réalisées
- Les pièces détachées remplacées et les fournitures utilisées
- Les heures de main d'œuvre
- Les renseignements afférents aux vérifications, essais et remise en service des équipements.

Chaque bon d'intervention devra obligatoirement être signé par le responsable technique de l'établissement ou son représentant désigné.

Un exemplaire du bon d'intervention datée et signée par le responsable technique de l'établissement ou son représentant servira ensuite de pièce justificative et attestation de service fait, nécessaire au paiement de la facture s'y rapportant.

Rapports de maintenance :

A l'issue de chaque intervention de maintenance préventive, un rapport de maintenance sera établi et adressé au responsable technique de l'établissement et indiquera :

- Les références du site,
- Les références de l'installation
- Les dates d'interventions
- Les opérations effectuées
- Les anomalies de fonctionnement constatées
- Les mesures relevées au cours des essais et vérifications
- Les éventuels points à traiter en maintenance corrective
- Les actions à envisager lors de la prochaine échéance de maintenance.

Chaque rapport sera accompagné des bons d'intervention datés du jour de l'intervention et signés par le responsable technique de l'établissement ou son représentant.

Un exemplaire du rapport daté et signé par le responsable technique de l'établissement ou son représentant servira ensuite de pièce justificative et attestation de service fait, nécessaire au paiement de la facture de maintenance préventive.

Documentation technique :

En début de marché, la documentation technique relative aux installations maintenues, en possession de chacun des établissements, sera tenue à la disposition du titulaire.

Le titulaire devra établir un inventaire exhaustif de l'ensemble de la documentation technique nécessaire à l'exploitation et à la maintenance de tous les équipements présents dans le périmètre du marché. Cet inventaire devra être fourni sous la forme d'un fichier informatique sur simple demande des établissements.

Dans le cadre de sa mission, le titulaire est tenu d'assurer la gestion de la documentation technique, à ce titre il doit :

- Tenir à jour l'inventaire exhaustif de la documentation technique
- Créer et mettre à jour l'ensemble de la documentation relative aux installations et équipements soutenus
- Faire une analyse qualitative de la documentation et des notices de maintenance des fournisseurs et établir le recensement des manquements pouvant avoir une incidence sur la qualité de la prestation
- Mettre à jour les plans, schémas et documents concernés après toute modification des installations réalisée par le titulaire
- L'archivage de la documentation.

Les prestations suivantes pourront également être demandées par les établissements. Elles seront alors rémunérées selon le prix indiqué au bordereau des prix par le titulaire dans l'onglet « prix curatifs » de chaque lot.

Rapport annuel : (à chiffrer au bordereau des prix)

A la demande de l'établissement, le titulaire doit rédiger et transmettre au responsable technique de chaque établissement, au plus tard 1 mois avant la date de reconduction du marché, un rapport annuel d'activité détaillant les prestations réalisées sur chacun des installations durant la période écoulée.

Le rapport annuel d'activité comportera pour chaque installation :

- Le récapitulatif des différentes interventions effectuées au cours de l'année écoulée
- Le récapitulatif des anomalies et des faits marquants,
- Le récapitulatif des matériels remplacés,
- Un rapport sur les non conformités éventuelles,
- La liste des équipements susceptibles d'être remplacés pour l'année à venir et l'évaluation budgétaire correspondante
- Les propositions éventuelles pour améliorer le fonctionnement des installations.

Ce rapport sera fourni sous format numérique à l'établissement demandeur et avant chaque réunion de suivi.

Réunion de suivi de contrat : (à chiffrer au bordereau des prix)

A la demande de l'établissement, une réunion annuelle de suivi du contrat sera programmée en présence du représentant du titulaire et du responsable technique de l'établissement.

Au cours de cette réunion, seront évoqués les différents sujets et questions relatifs aux opérations écoulées afin d'apprécier les éventuels problèmes techniques. Le titulaire y présentera l'ensemble des documents contractuels dus au titre du contrat.

4 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU LOT N°1

4.1 HOPITAUX DU LEMAN

Pour les HDL, ce lot concerne la maintenance préventive et curative de deux centrales d'aspiration médicale.

EHPAD LA Prairie :

- MIL'S 2 POMPES V26 à palette lubrifiée débit : 5=25m3/h

EHPAD Les Verdannes :

- MIL'S MINIVAC 3C-PS12 3 pompes 10m3

Les vérifications seront annuelles.

4.2 HOPITAUX DU PAYS DU MONT-BLANC

Pour les HPMB, ce lot concerne la maintenance préventive et curative de deux centrales d'aspiration médicale.

Hôpital de Sallanches

1 centrale MIL'S de type HOSPIVAC V3 CJ-E100-AFDP N°298 mise en service en 2003 comprenant :

- 3 pompes MIL'S EVISA E100 (année 2003) ; 3 moteurs changés le 03/12/2020
- 1 gestion MIL'S CYCLIC 2000J (année 2003)

A titre d'information, heures de fonctionnement relevées :

	Septembre 2014	Décembre 2016	Août 2025
Pompe A	7626 h	9824 h	19 920 h
Pompe B	7814 h	10040 h	20 120 h
Pompe C	7763 h	10160 h	20 230 h

Hôpital de Chamonix

1 centrale MINIVAC 3 ARICA 17VC2020 mise en service le 10/12/2024

A titre d'information, heures de fonctionnement relevées :

	Août 2025
Pompe A	401 h
Pompe B	405 h
Pompe C	402 h

Les vérifications seront semestrielles.

4.3 HOPITAL DEPARTEMENTAL DUFRESNE SOMMEILLER

Pour l'HDDS, ce lot concerne la maintenance préventive et curative de :

1 centrale pour le vide.

Pompe à vide : AIR LIQUIDE SANTE
MODELE : CYCLIC 2000 J
ANNEE 2007

Date : 13/11/2024

A : 994h

B : 993h

C : 957h

Les vérifications seront annuelles.

4.4 HOPITAL DEPARTEMENTAL DE REIGNIER

Pour l'HDR, ce lot concerne la maintenance préventive et curative de :

. 1 groupe de production de vide Mil's HOSPIVAC MINIVAC 3 de 2021 composé de :

- 3 pompes.
- 1 gestion CYCLIC

Les vérifications seront annuelles.

4.5 HOPITAL ANREVETAN

Pour l'hôpital Andrevtan, ce lot concerne la maintenance préventive et curative de :

Pompe à vide Novair Série RT13 à palettes lubrifiées

Année 2017 30434h

Pompe 1	172 h
Pompe 2	35h
Pompe 3	163 h

Les vérifications seront annuelles.

5 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU LOT N°2

Ce lot concerne la maintenance préventive, les dépannages et contrôles des Systèmes de Distribution des Gaz Médicaux des établissements suivants :

- Centre Hospitalier Alpes Léman (CHAL)
- Hôpitaux du Léman et ses sites annexes (HDL)
- Hôpitaux du Pays Mont-Blanc et ses sites annexes (HPMB)
- Hôpital Départemental Dufresne Sommeiller (HDDS)
- Hôpital de Reignier (HDR)
- Hôpital Andrevtan (HA)

Le présent lot a pour objet les prestations suivantes :

- CHAL et HPMB et HDL : la vérification au regard de la réglementation, des normes en vigueur, ainsi que des règles de sécurité et règles de l'art en usage dans la profession et ce, au moment du contrôle, du réseau de distribution de gaz à usage médical (SDGM) : Air, Oxygène, Protoxyde d'Azote (sauf HPMB), Co² et Vide (sauf EHPAD les Airelles pour les HPMB) et des prises installées,
- CHAL et HPMB et HDL : la maintenance curative et préventive des réseaux de distribution de gaz à usage médical (SDGM) : Air, Oxygène, Protoxyde d'Azote (sauf HPMB), Co² et Vide et des prises installées,
- HDL : la maintenance préventive et curative d'une centrale de protoxyde d'azote avec inverseur et détente.
- CHAL : une centrale de distribution de Co² avec inverseur et détentes ,
- CHAL, HPMB et HDL : l'aide à la gestion du réseau et à la rédaction des procédures de sécurité.

Ainsi que les besoins de l'Hôpital Andrevtan, l'Hôpital Départemental Dufresne Sommeiller et l'Hôpital de Reignier indiqués aux bordereaux des prix et dont les équipements sont listés en annexe.

Il est précisé que pour l'hôpital de Reignier (HDR), le lot comprend également la maintenance préventive et curative de :

. 1 groupe de production d'air médical Mil's de 2021 composé de :

- 2 compresseurs 25 m³/h MVX4 SX6-V08
- 1 Gestion CYCLIC 2020

Installation oxygène composée de 3 cadres dont 1 secours.

1 rampe de secours composée de 2 boueille O2 + 1 petite production d'air

Les vérifications seront annuelles.

Les tableaux récapitulatifs du nombre de prises, régulateurs et vannes installés sont joints en annexe au présent CCTP pour chaque établissement. Le prestataire dimensionnera alors sa prestation sur la base des éléments y figurant et en détaillera les coûts.

La solution proposée devra respecter les normes et réglementations en vigueur, ainsi que les spécifications décrites dans le présent document.

➤ **Réglementation :**

La solution proposée doit satisfaire aux dispositions suivantes :

- le Marquage CE des équipements médicaux,
- la norme NF EN ISO 7396-1 relative aux Réseaux de distribution de gaz médicaux et non médicaux,
- Le fascicule de documentation FDS 90-155
- les recommandations CLOPSI (Comité de Liaison des Organismes de Prévention et de Sécurité Incendie),
- le décret n° 94-1050 du 5 décembre 1994 et de l'arrêté du 3 octobre 1995 relatif à la sécurité en anesthésie et à la surveillance post-interventionnelle.

Le prestataire est réputé connaître la réglementation en vigueur applicable aux équipements concernés par le présent marché et doit réaliser ses prestations conformément à celle-ci. En outre, durant la validité du marché, il doit se tenir informé des évolutions de la réglementation et en avertir les établissements.

➤ **Maintenance (cf article dispositions communes aux lots)**

En complément des dispositions communes indiquées dans le présent CCTP, il est précisé les points ci-après :

Le fournisseur précisera l'organisation de son Service de maintenance (qualité, nombre et localisation des techniciens, délais et jours d'intervention...).

Les dates d'intervention feront l'objet d'un accord préalable entre l'établissement et le titulaire qui prendra toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les conséquences d'interruption de distribution de fluides à usage médical. **Ces dates d'intervention devront prendre en compte les journées de maintenance trimestrielles des blocs opératoires définies en début de chaque année par le CHAL, les HPMB et les HDL.**

Le nombre de prises en secteurs chaud avec un changement de kit (clapet) tous les ans est défini ci-après ainsi qu'au bordereau de prix : le coût du changement de ses kits devra être compris avec le coût de la maintenance annuelle (secteur chaud tous les ans, secteur froid tous les 2 ans).

Maintenance des canalisations de distribution des fluides à usage médical (O₂, Air, Vide et N₂O), **pour le CHAL, 2404 prises de distribution de gaz à usage médical type DKD double clapet dont 895 prises en secteur chaud (ou dit sensible)**, à l'ouverture de l'Hôpital (donnée indicative susceptible d'évolution mineure), 172 régulateurs de seconde détente, et **nombreuses vannes** de sectionnement.

Pour les HPMB, la maintenance des réseaux prises, régulateurs, vannes.

Pour les HDL, la maintenance des canalisations de distribution des fluides à usage médical (O₂, Air, Vide et N₂O), **de prises de distribution de gaz à usage médical type DKD double clapet dont**

895 prises en secteur chaud (ou dit sensible), (donnée indicative susceptible d'évolution mineure), de régulateurs de seconde détente, et de **nombreuses vannes** de sectionnement.

➤ **Maintenance préventive (cf article dispositions communes aux lots)**

Le candidat indiquera obligatoirement lors de sa réponse, le détail des opérations qu'il réalisera lors de la visite de maintenance préventive, dans un document intitulé « gamme de maintenance ».

Une maintenance préventive annuelle de l'ensemble du réseau de distribution de fluide à usage médical est à réaliser. Cette visite annuelle donnera lieu à une vérification du bon fonctionnement de tout le réseau au regard de la réglementation en vigueur et des recommandations fournisseurs.

Cette visite donnera lieu à un compte rendu de visite :

- précisant les dysfonctionnements relevés au regard de la réglementation en vigueur,
- préconisant les actions à mettre en œuvre afin d'améliorer la sécurité,
- comportant un inventaire des installations contrôlées (références, type / Model, marque, état de vétusté et localisation)

NB : ce rapport ou compte rendu (papier et numériques) établi chaque année, dans un délai maximum de deux semaines après la fin de la visite, devra prendre en compte également le rapport annuel du bureau de contrôle et intégrer une proposition chiffrée pour permettre la levée de ces non-conformités. De plus, le rapport pour le CHAL devra corréler les non-conformités constatées avec les N° GMAO pour les situer géographiquement.

Un modèle de rapport devra être joint à l'offre.

➤ **Maintenance curative (cf article dispositions communes aux lots)**

Le prestataire devra assurer la maintenance curative du réseau de distribution des fluides à usage médical détaillé dans le présent lot.

Le prestataire devra s'engager et préciser les délais d'intervention en fonction des heures d'ouverture (heures ouvrables et non ouvrables).

Il est précisé que les pénalités décrites au CCAP seront appliquées en cas de non-respect des délais minimum établi dans le cadre du présent marché.

➤ **Mise à jour des tableaux inventaire , des plans réseau et des synoptiques des installations**

- Pour chacun des sites, une **mise à jour du tableau récapitulatif** des prises, régulateurs (existant) ainsi qu'un inventaire complet des vannes de coupure installées sera réalisé chaque année par le prestataire retenu, en stipulant leurs nombres par situation nominatives et géographique. Avec en plus, pour le CHAL, **une corrélation du contenu du tableau (existant) avec le N° GMAO** en vigueur au CHAL devra être réalisée (un n° étant toujours affecté et posé via une étiquette au droit de chaque porte des locaux y compris les armoires techniques) .

Le titulaire devra vérifier la première année sur le synoptique de l'installation que le repérage de toutes les vannes de coupures et d'isolations soient identifiées via des numéros avec un report de ces même numéros sur les plans réseaux pour permettre l'identification de toutes les vannes afin de pouvoir assurer les isolations et coupure nécessaire à la maintenance.

NB : si des identifications de vannes sont manquantes ou ne sont pas réalisées, le titulaire s'engage à les réaliser rapidement afin d'assurer la sécurité d'exploitation des installations.

Descriptif des installations

Le titulaire du présent lot pourra se rendre compte des difficultés particulières de réalisation de ses prestations en procédant à une visite sur place des installations concernées.

Aucune plus-value ne sera acceptée pour difficultés imprévisibles à la date d'effet du présent contrat de maintenance.

Le descriptif de l'installation mentionnant le nombre et la localisation des centrales, prises et détendeurs figure en annexe du présent C.C.T.P.

- **Aide à la gestion du réseau, inventaire et rédaction des procédures de sécurité**

Le prestataire présentera, au regard de la réglementation en vigueur :

- la mise à jour des plans et synoptiques du réseau primaire,
- la mise à jour du tableau des prises et détendeurs avec corrélation de la dénomination des locaux et le N° GMAO indexé pour chaque local, circulation ou armoire technique .
- la mise à jour des plans et synoptiques du réseau secondaire,
- une aide dans la rédaction des procédures de sécurité,

NB : le synoptique, le tableau inventaire et les plans réseaux sont disponibles en annexe.

Le titulaire de la maintenance devra vérifier la première année sur le synoptique de l'installation que le repérage de toutes les vannes de coupures et d'isolations soient identifiées via des numéros avec un report de ces même numéros sur les plans réseaux pour permettre l'identification de toutes les vannes afin de pouvoir assurer les isolations et coupure nécessaires à la maintenance.

NB : si des indentifications de vannes sont manquantes ou ne sont pas réalisées, le preneur de la maintenace s'engage à les réaliser rapidement afin d'assurer la sécurité d'exploitation des installations.

Dépannages - Révisions

En dehors des visites prévues aux articles ci-dessus, le titulaire pourra effectuer à la demande de l'administration des dépannages, révisions ou contrôles.

Ces opérations feront l'objet d'une opération spéciale.

Les visites de dépannage sur appel téléphonique ou mails devront faire l'objet d'une fiche de compte-rendu sur laquelle sera mentionné le nom du demandeur, le temps de l'intervention, le détail des pièces changées et les frais réels de déplacement. Cette fiche, pour être valable, devra être visée par un représentant habilité du site concerné.

FORMATION / INFORMATION DU PERSONNEL TECHNIQUE et SECURITE

Le titulaire devra être en mesure d'assurer une formation annuelle à la maintenance de 1^{er} niveau auprès du personnel des services Techniques et Sécurité des établissements afin de permettre la surveillance et la consignation des réseaux de fluides médicaux. Il décrira dans son mémoire technique le contenu de la formation proposée.

Cette prestation ne sera réalisée qu'à la demande de l'établissement et sera alors rémunérée selon le prix indiqué au BPU. Cette formation sera validée par une attestation nominative qui sera remise par le prestataire à chaque agent désigné dans chacun des établissements.

Il est précisé qu'il n'est pas attendu du titulaire de formation certifiante ou diplômante ni exigé qu'il soit organisme de formation.

Il s'agit uniquement d'une information spécialisée.

LISTE DES ANNEXES

CHAL

- Synoptique
- Plans
- Liste des matériels

HDL

- Synoptiques hôpital et EHPAD

HPMB

- Liste des matériels
- Descriptif maintenance aspiration médicale

HDDS

- Liste des matériels

HDR

(DOE, schémas et plans à disposition sur place)

- Synoptique HOSPITAIR – 2 lignes.
- Synoptique MODUL'VIDE – HOSPIVAC MIL'S

HA

- Plans de l'installation
- Liste des matériels